Dr. Olivier Buirette

Balkans et Europe centrale à l'hiver 2019

Entre perte de vitesse de l'UE et un certain retour de la Russie ?

Alors que l'Union européenne (UE) semble n'en plus finir avec le Brexit qui bénéficie donc d'un énième report avec une date limite se prolongeant jusqu'au 31 janvier 2020 au lieu du 31 octobre 2019, la situation vis-à-vis de futurs élargissements semble rapidement s'éloigner, le Emmanuel Macron n'hésitant pas à annoncer qu'il faudra attendre au moins 20 ans pour que l'UE s'ouvre aux deux récents prétendants – désormais éconduits – que furent l'Albanie et la République de Macédoine du Nord.

Lucidité ou effet d'annonce, on voit bien que l'enjeu principal est avant tout de consolider ce qui a été bâti depuis les années 1950 et qui se trouve dans une situation dramatique à la suite de différentes crises qui ont déferlé sur l'UE ces dernières années… Nous pouvons par exemple citer le conflit ukrainien, le krach bancaire et financier, mais également la vague migratoire.

De son côté, la Russie continue de pousser son avantage. Après avoir réussi à s'implanter durablement en Syrie en soutenant et en sauvant — pour le moment — le régime de Bachar El Assad, voilà que Moscou triomphe également en s'associant à la sortie de la crise provoquée par l'intervention militaire de la Turquie dans le Nord syrien. Cette sortie diplomatique par le haut continue de marquer une diplomatie efficace et rapide menée par Moscou.

De plus, et cette fois dans l'UE même, Vladimir Poutine multiplie les voyages à Budapest et les rencontres avec son homologue Viktor Orbán qui vient de remporter une énième fois, quoique plus difficilement, la victoire aux dernières municipales hongroises, et qui se prépare à fêter dix ans d'un pouvoir sans partage depuis son retour aux affaires en 2010.

Un très important accord gazier a également été signé fin 2019 avec Moscou, et Poutine n'hésite pas à présenter la Hongrie comme étant le seul pays de l'UE et membre de l'OTAN avec lequel il peut encore discuter. Comme le disait Winston Churchill, les Balkans sont le ventre mou de l'Europe et c'est bien là que la Russie, dans son retour diplomatique et économique, pousse ses avantages. Restant prudent sur la question ukrainienne, car celle-ci demeure explosive autour d'un pays divisé en deux, le récent rejet de deux des pays les plus pauvres de l'ex-Yougoslavie, Albanie et Macédoine, pourrait bien faire replonger toute la région dans un état de tensions. En effet, même si les rapprochements entre la Serbie et le Kosovo constituent un bon signe et bien que l'idée de créer un Schengen balkanique entre l'Albanie, la Serbie et la Macédoine soit bonne, il y a de forts risques que ce report à deux décennies constitue une nouvelle occasion pour Moscou dans sa politique de retour et d'aide aux « frères slaves du sud » et donc en priorité aux Serbes qui, au contraire des Croates, sont eux aussi restés au bord de la route de l'élargissement.

Plus que jamais en cette fin d'année 2019, gardons à l'esprit que les Balkans demeurent une zone fragile, que les plaies de dix ans de guerre civile qui a fait, rappelons-le, entre 200 et 300 000 morts, sont à peine refermées. Gardons aussi à l'esprit les dérives de l'Europe centrale qui continue de tendre vers des régimes autoritaires et populistes. À ce titre, la nouvelle victoire du PIS (parti Droit et Justice) en Pologne est d'ailleurs là pour le rappeler. Cela devrait nous alerter, sans parler des désirs d'imitation en Europe centrale.

Viktor Orbán, qui était le plus jeune Premier ministre de l'Europe centrale dans les années 1990 dans cette nouvelle jeune Europe centrale qui avait vu la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, pourrait bien prendre la tête d'un nouveau leadership dans une Europe centrale où la Russie ferait son retour…

C'est un des avenirs possibles alors que notre vieux continent aborde le début des années 20 du XXIe siècle.

Eren M. Paykal

Aujourd'hui la Force Tranquille

De nos jours, la force tranquille, communément dénommée en anglais le « soft power », est de plus en plus en vogue, ayant un impact plus favorable sur les opinions publiques en comparaison avec les méthodes traditionnelles adoptées par les institutions étatiques ou officielles.

Le succès relatif des États-Unis, au-delà de ses capacités militaires, économiques et technologiques, est basé essentiellement sur son influence culturelle et populaire sur les peuples du monde avec son mode de vie, ses us et coutumes. Les États-Unis font, d'une certaine façon, avaler leurs pilules amères par le biais de ses artistes glamour, de ses pop-stars excentriques, mais aussi grâce à ses groupes de lobbies et ses think tanks qui peuvent diriger divers secteurs politiques, commerciaux et financiers du monde entier. Par conséquent, tous ces acteurs réussissent à passer indépendamment le message des États-Unis. L'exemple américain ne peut être complet sans la présence, parfois oppressante, d'une presse écrite et visuelle représentée par des empires historiques et diffusée globalement. Celle-ci est sans doute considérée souveraine et crédible. Malgré cela, malgré quelques cas extrêmes comme l'antipathie de CNN vis-à-vis de l'actuel président américain Donald Trump, cette presse est largement favorable à l'exposition des hauts idéaux américains.

L'on pourra facilement affirmer que cette vision des faits est largement respectée par les pays qui ont l'ambition d'exercer une certaine influence ou de défendre leurs intérêts.

Ayant une position géopolitique exceptionnelle, se trouvant au carrefour de trois continents et davantage de civilisations, avec un passé glorieux, mais parfois contesté par des parties tierces, suscitant la convoitise des puissances régionales et internationales, la Turquie devrait être de ces pays-là. Elle devrait parvenir à exposer à l'opinion publique internationale ses thèses sur plusieurs dossiers délicats, ce qui est souvent difficile comme nous l'avons récemment constaté avec l'opération « Source de Paix ». Ankara s'est vu dans l'incapacité de convaincre ses partenaires européens, à commencer par les pays francophones dont l'opinion semble établie. Il en fut de même avec le « génocide » arménien, où la Turquie n'a pu exhorter les historiens du monde entier à étudier les archives turques et ottomanes. Et c'est là qu'il faudrait prendre en considération d'autres méthodes, d'autres acteurs que j'ai essayé d'évoquer ci-dessus. En ce qui concerne les pays francophones, votre journal, le seul à être publié entièrement en français en Turquie, et ce, depuis une quinzaine d'années, pourrait être un excellent exemple. En effet, abritant en son sein une grande quantité d'auteurs prestigieux, compétents dans plusieurs domaines, *Aujourd'hui la Turquie* pourrait contribuer à faire partager la vision de la Turquie, d'une façon plus objective et diversifiée, en transmettant les messages adéquats aux opinions publiques francophones. Mais pour cela, il faudrait que la visibilité du journal soit accrue dans toutes les activités accueillant une participation officielle ou non des pays francophones. Dans ce contexte, il serait souhaitable qu'il soit représenté dans des réunions ou conférences réalisées par des écoles et/ou universités francophones de Turquie pour que ce journal puisse être reconnu dans ces milieux. D'autant plus que, *Aujourd'hui la Turquie* a l'un des réseaux les plus importants de Turquie après l'Institut français de Turquie et les écoles francophones.

Je crois fermement qu'une participation concrète du journal, de ses administrateurs ou/et de ses chroniqueurs dans les projets développés pour un entourage francophone dans les activités officielles et officieuses destinées aux pays francophones ne pourrait que les enrichir en contribuant d'une façon drastique aux résultats escomptés.

Un journal francophone prestigieux existant dans un pays non francophone et ce, depuis 15 longues années, ça se respecte…